

# DYNAMIQUES DE PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Etat des lieux  
Octobre 2018





En région Centre, le pôle InPACT (Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale) rassemble une vingtaine d'associations locales, départementales et régionales portant un projet agricole et rural, innovant et durable.

Les membres d'InPACT Centre se sont retrouvés autour d'un constat partagé et d'une volonté commune de promouvoir le développement d'une agriculture durable, citoyenne et territoriale.

#### **CONTACTS**

Pauline Salcedo, coordinatrice

[contact@inpact-centre.fr](mailto:contact@inpact-centre.fr)

Alice Delarue, chargée d'alimentation

[alimentation@inpact-centre.fr](mailto:alimentation@inpact-centre.fr)

// Tel : 09 54 70 77 44 / 06 95 84 20 68

# SOMMAIRE

PAGE 3 - AVANT PROPOS

PAGE 4 - DYNAMIQUES DE PROJET PAR  
DEPARTEMENT

PAGE 4 : LE CHER

PAGE 13 : L'EURE ET LOIR

PAGE 20 : L'INDRE

PAGE 26 : L'INDRE ET LOIRE

PAGE 33 : LE LOIR ET CHER

PAGE 36 : LE LOIRET

PAGE 44 - ANNEXES

PAGE 44 : GRILLE D'ENTRETIEN

PAGE 47 : LISTE DES COLLECTIVITES INTERROGEES ET  
CONTACTS

# AVANT PROPOS

Dans la continuité d'une vague concomitante de territorialisation des politiques publiques et de relocalisation de l'alimentation, le dispositif des Projets Alimentaires Territorialisés (PAT) est aujourd'hui promu par le Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la Forêt.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 définit les projets alimentaires territoriaux ainsi :

« Les Projets alimentaires territoriaux s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. Elaborés de manière concertée à l'initiative des acteurs d'un territoire, ils visent à donner un cadre stratégique et opérationnel à des actions partenariales répondant à des enjeux environnementaux, économique et de santé »

La stratégie en faveur de l'alimentation 2017-2021 du Conseil Régional Centre Val de Loire, propose dans son axe 5, d'accompagner l'émergence dans les territoires de systèmes alimentaires territoriaux, notamment par la structuration d'un réseau d'appui d'accompagnement à la mise en place de Projets Alimentaires Territoriaux.

Le réseau InPACT, pionnier quant à sa vision systémique et multifactorielle de l'agriculture, croit dans le développement des PAT comme outil de changement vers une agriculture plus durable au service des citoyens et des territoires.

Le présent rapport est une première étude des dynamiques en Région Centre Val de Loire, et a pour objectif de :

- Repérer les grandes tendances de développement des PAT en Région Centre Val de Loire, en analyser les freins et identifier les besoins pour aller vers de véritables Systèmes Alimentaires Territoriaux.
- Identifier les acteurs mobilisés et promouvoir des coopérations entre territoires.
- Analyser la place des associations de notre réseaux dans le développement des PAT et réfléchir au positionnement futur de notre réseau.

# QUELLES DYNAMIQUES DANS LE CHER ?

## Carte d'identité du département du Cher

- Un territoire rural, où l'agriculture est un levier de dynamisation.
- 290 000 habitants sur tout le département
- 5 Pays
  - le Pays de Bourges
  - le Pays Berry Saint-Amandois
  - le Pays Loire Val d'Aubois
  - le Pays de Vierzon
  - le Pays Sancerre Sologne
- Deux pôles urbains dominants : Bourges et Vierzon

## Quelles échelles de projets dans le Cher ?

### Les pays

Dans le département du Cher les dynamiques émanent essentiellement des Pays. Mais si des dynamiques sont présentes sur les différents Pays du département, les réflexions sur l'échelle la plus pertinente pour un projet de projet alimentaire sont encore en cours. Certains territoires de projets encore incertains pour le moment.

### Le département et la chambre d'agriculture

- Le département pourrait choisir de faire un projet alimentaire. Certaines actions ont déjà été lancées à cette échelle.
  - Le département a notamment lancé des diagnostics et des états des lieux sur la restauration collective. Après un premier refus à l'appel à projet PNA régional, un dossier déposé par la chambre d'agriculture 18 a été lauréat en 2018 : « Favoriser l'introduction des produits agricoles locaux dans la restauration collective publique du Cher »
  - La plateforme Agrilocal a été lancée sur le département en 2016. C'est une plateforme de mise en relation entre les producteurs et les structures de restauration collective publique. Elle permet de favoriser les approvisionnements en produits locaux.

- Des initiatives pour le moment peu coordonnées

Les projets de relocalisation de l'alimentation et de structuration des différentes actions en sont essentiellement au stade de la préfiguration. Aucun pays n'est véritablement engagé dans une démarche de Projet Alimentaire Territorial.

## Présentation des initiatives et des territoires choisis

Sur les différents territoires de projets, 3 ont été identifiés comme plus avancés dans les démarches :

- I Le Pays de Bourges
- II Le Pays Berry Saint Amandois
- III Le Pays Loire Val d'Aubois

Néanmoins les autres territoires peuvent entamer des actions dans ce sens :

- des projets d'études sur la relocalisation alimentaire
  - Communauté de communes Terres du Haut Berry
- des projets d'étude sur la restauration collective et sur une légumerie
  - Pays de Vierzon
- des réflexions sur des créations de Parc Naturel Régionaux
  - entre le Pays Berry Saint-Amandois et le Pays La Châtre en Berry (36)
- des actions sur le patrimoine gastronomique
  - Pays Sancerre Sologne
  - Pays Loire Val d'Aubois

## Les autres acteurs du département

- **Bioberry**
  - Bioberry est l'émanation du Groupement des Agriculteurs Biologiques (GAB)
  - L'association mène des actions sur la partie aval (avec les producteurs), mais mène aussi des actions de sensibilisation à l'égard du grand public ainsi que des missions d'accompagnement pour la restauration scolaire, quand celle-ci décide de s'orienter vers un approvisionnement en produits biologiques.
- **Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry**
  - Le CPIE possède une expertise sur l'accompagnement de la restauration collective quand celle-ci s'oriente vers un approvisionnement local de qualité.

---

# PAYS DE BOURGES

## CARTE D'IDENTITÉ

- Un territoire à dominante rurale, à l'exception de la ville de Bourges et son agglomération.
- 63 communes
  - 4 communautés de communes
  - 1 communauté d'agglomération
- 150 000 habitants
- Un Pays en cours de fusion avec le Pays de Vierzon pour la création d'un PETR à l'horizon 2019
  - à la future échelle du PETR : 1/2 de la population du département sur 1/3 du territoire (103 000 habitants)

Le Pays de Bourges a investi les thématiques agricoles et alimentaires sur son territoire, sans pour autant être engagé officiellement dans une démarche de PAT pour le moment. Dans le cadre de sa stratégie Leader, l'alimentation « locale et solidaire » constitue un de ses trois axes principaux d'intervention. Un certain nombre d'actions sont donc soutenues dans le cadre de cette stratégie de développement local : « Mieux vivre ensemble : une solidarité intergénérationnelle au cœur d'une solidarité ville/campagne ».

---

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le choix du territoire de projet est encore incertain car des actions sont faites aussi au niveau du Conseil départemental du Cher. Un Projet Alimentaire Territorial pourrait donc être fait à un niveau départemental. Du fait du projet de Pôle d'Equilibre Territorial Rural entre le Pays de Bourges et le Pays de Vierzon, le projet pourrait également se faire à cette échelle. Pour le moment le pays n'est pas porteur de projet et il y a une grande ouverture sur l'organisme qui pourrait le faire. Plusieurs pistes d'échelles de territoire de projet sont donc envisageables pour le moment. Par rapport à la population concernée elle pourrait être aussi bien de 103 000 habitants (échelle du futur PETR) ou pourrait aller jusqu'à 290 000 (échelle du département.)

## ETAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Les caractéristiques du territoire à prendre en compte dans la future élaboration d'un PAT

Le territoire a de nombreux atouts : il faut noter la présence de nombreux espaces verts en milieu urbain, la présence des « marais » de Bourges et de jardins citoyens qui en font un territoire où la population a une forte culture potagère et sensible à des enjeux alimentaires et environnement. Le territoire compte une cinquantaine de maraîchers bio mais la demande excède l'offre disponible. Pour autant le territoire est globalement assez spécialisé en grandes cultures, avec peu de SAU en bio et peu de circuits courts locaux sont déjà institués.

Si le projet se fait à l'échelle du PETR, cela concernera les 2/3 des habitants du département. Il sera ainsi nécessaire que les territoires s'associent entre eux dans une logique d'équilibre de la production et de la consommation.

## ■ Les ambitions pour le projet

- Des actions pour une alimentation « locale et solidaire »

Les démarches entreprises sont au stade de la préfiguration. L'idée est de partir de l'existant, il y a en effet un terreau favorable car il y a un certain nombre d'actions individuelles. Le soutien financier aux projets pour une alimentation « locale et solidaire » dans le cadre du programme Leader se fait selon quatre axes :

- favoriser le développement de l'agriculture en circuit court
- promouvoir des projets maraîchers issus de l'Economie Sociale et Solidaire
- permettre une plus grande accessibilité des produits bio et locaux
- soutenir le réseau des épiceries sociales et solidaires

C'est dans cette logique qu'un PAT pourrait être élaboré, dans la continuité des projets soutenus et dans la continuité des axes de travail. Un PAT pourrait permettre de combler un manque de coordination entre les différentes initiatives. Il pourrait s'articuler autour de 3 thématiques principales :

- selon un *axe solidarité et accessibilité* : cet axe a la volonté d'accorder une importance particulière à des actions de justice alimentaire. Un volet du diagnostic pourrait permettre de cibler les ménages précaires et leurs pratiques d'achats alimentaires, pour qu'ensuite puissent être élaborées des actions spécifiques. Un volet sur la restauration hors domicile serait également envisageable, notamment par un travail sur la coordination de l'offre et de la demande en restauration collective par exemple. L'accessibilité des produits locaux reste également une piste de travail.
- un *axe sur l'installation et la diversification de la production* : afin de permettre la relocalisation de certaines productions.
- autour d'une *implication du grand public*, notamment via les jardins et potagers citoyens.

- La prévision de réalisation de diagnostic complet

Pour la réalisation du diagnostic, passage obligé de la réalisation de projets alimentaires territoriaux, les volontés sont ambitieuses : un diagnostic de production et de consommation (pour connaître les capacités du territoire) ainsi qu'une analyse AFOM d'une part, qui pourrait être complétés par un diagnostic avec un volet prospectif d'autre part. Le diagnostic est également perçu comme un moyen de sensibiliser les acteurs du territoire. Le diagnostic pourrait aussi être élargi à l'existant en termes de structures d'accompagnement, la recherche, l'enseignement agricole, le transport et autres acteurs dans l'idée d'avoir une vision globale au-delà des chiffres de la production et de la consommation.

- Un lancement prévu courant 2019

Le lancement des démarches pourrait être fait en 2019, mais les contraintes internes au Pays (projet chronophage de fusion et création d'un PETR) pourraient décaler le processus à 2020.

La démarche de préfiguration s'étendrait sur une période pouvant aller jusqu'à 2 ans. L'idée est de faire une démarche de co-construction avec un grand nombre d'acteurs qui laisse place à de la réflexion et permettra de réaliser un diagnostic de territoire approfondi.



# QUELQUES EXEMPLES DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## ■ Maraîchage citoyen

- Soutien matériel au développement de l'activité de maraîchage (Entraide Berruyère)
- Aide à l'investissement matériel pour des potagers et jardins pédagogiques
- Soutien à la sensibilisation à la production, à la distribution et à la transformation alimentaire (Labyrinthe de biodiversité, Les jardins du Chêne Vert)
- Aide à l'investissement pour des jardins (Jardins des compagnons, Emmaüs)

## ■ Projets en circuits courts

- Aide au développement de filières locales (filière légumes, filière fruits à coques)
- Aide à l'installation (espaces tests)
- Aide à la création d'un atelier de transformation collectif (ATC Truffe)
- Aide à la création d'un fournil d'un paysan boulanger
- Soutien à la création d'un atelier de première transformation de pommes de terre pour la restauration hors domicile (Urichamps)
- Aide à la création d'un atelier de transformation de fruits (Les 2 pépins)
- Soutien au marché des producteurs de pays (Chambre d'Agriculture 18)

## ■ Accessibilité et alimentation solidaire

- Accompagnement à la création d'épiceries sociales (Saint Martin, Mehun, Avord)
- Etude sur l'approvisionnement en circuit court pour les épiceries
- Lancement prévu d'une épicerie collaborative (Vallée d'Humbligny)
- projet Silver fourchettes : pour redonner le gout de manger aux personnes âgées
- Travail sur la restauration collective avec le département du Cher (Agrilocal 18)
- Travail en collaboration avec Bioberry sur l'accessibilité des produits bio et locaux

---

# PAYS BERRY SAINT AMANDOIS

## CARTE D'IDENTITÉ

■ Un territoire essentiellement rural, en recherche de dynamisation, organisé autour du pôle urbain de Saint Amand Montrond et d'Orval.

■ 86 communes  
■ 4 communautés de communes

■ 49 000 habitants

Le Pays Berry Saint Amandois a la volonté de s'inscrire dans ce mouvement d'implication des territoires sur les thématiques de relocalisation de l'alimentation. Il débute un travail sur les circuits courts et entame les réflexions sur les moyens de coordonner les différentes actions déjà présentes.

Le projet ne s'inscrit pour autant pas dans une démarche de Projet Alimentaire Territorial pour le moment, mais il y a des volontés d'instaurer des dynamiques néanmoins pérennes.

---

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Plusieurs compétences du Pays sont mobilisées. A la fois le Contrat Local de Santé (CLS), le Plan Climat Energie Territoire (PCET) et le Programme Leader possèdent des axes sur l'agriculture et l'alimentation.

Le Pays travaille avec plusieurs acteurs sur ces thématiques. Dans le cadre d'un projet AvosID de la région, le Pays collabore conjointement avec le département, la Chambre d'Agriculture du Cher, Bioberry ainsi que le CPIE Brenne Berry. Le projet, « Développement de filières et systèmes alimentaires de proximité sur le Pays Berry St-Amandois » inclut ces différents acteurs et est coordonné par le CPIE.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Un contexte favorable mais des besoins de coordination

Un certain nombre d'initiatives sont déjà existantes en matière de circuit court sur le Pays Berry Saint Amandois. Il y a de fortes demandes de ce type d'initiatives de la part des consommateurs et des collectivités. Le territoire comporte aussi un grand nombre de producteurs en circuits courts /diversification et est l'endroit du département où ils sont le plus concentrés. Le nombre d'exploitations en bio sur le Pays Berry Saint Amandois est plus important que sur le reste du département. Pourtant leur répartition ne suffit pas pour répondre à la demande locale (restauration scolaire entre autres).

⇒ Il y a donc un contexte très favorable au développement de filières et systèmes alimentaires. Le syndicat du Pays Berry Saint Amandois soutient les initiatives depuis plusieurs années mais constate de véritables besoins de coordination et de liens entre toutes ces actions.

### ■ Les ambitions du projet : « Développement de filières et systèmes alimentaires de proximité sur le Pays Berry St-Amandois »

Le projet a été défini au départ à la fois par le Pays, le Conseil départemental 18, la Chambre d'Agriculture 18 et Bioberry.

C'est un projet de mise en réseau d'acteurs locaux investis dans le développement local et rural et plus particulièrement ceux engagés dans démarches favorisant les circuits courts dans un but d'interconnaissance et pour créer une émulation autour de cette thématique.

- 4 grands axes d'actions

Les actions prévues s'inscrivent selon 4 grands axes selon lesquels les partenaires s'impliqueront.

- Axe I : Mettre en réseau les acteurs et coordination générale de l'initiative (CPIE)
  - Axe II : Favoriser la création et la mutualisation, sur le territoire, d'outils individuels et collectifs de préparation /transformation des produits agricoles, à destination des circuits alimentaires de proximité (Chambre d'Agriculture 18)
  - Axe III : Introduire des produits locaux en Restauration Collective (CPIE)
  - Axe IV : Sensibiliser le grand public aux enjeux liés aux circuits courts et inciter à consommer local (CPIE)
- Zoom sur le projet de création d'un « Observatoire des circuits courts »

Le Pays est à l'origine de la volonté de rassembler les nombreux acteurs et structures impliqués dans les circuits courts et de les faire se rencontrer. Le projet de création d'un « Observatoire des circuits courts » vise à mutualiser les expériences déjà en place et s'inscrit dans l'Axe 1, l'axe de mise en réseau.

L'évènement de lancement est prévu avant la fin de l'année 2018 et le format que prendra ce projet est encore en cours de réflexion (forum, atelier...). Une prochaine réunion du Comité de Pilotage courant septembre 2018 devrait déterminer les contours de cet évènement. L'observatoire des circuits courts devrait à terme être une instance pérenne. L'idée est que ce projet soit une instance de concertation et qu'il réunisse des acteurs locaux (association Miam, ADDEAR 18, AMAP, associations de producteurs et/ou de consommateurs, chambres consulaires, élus et agents des collectivités...). Si un projet de PAT devait se faire, il pourrait notamment ressortir de la rencontre des différents acteurs impliqués dans les circuits courts.

- Zoom sur la réalisation d'une enquête pour déterminer les possibilités d'approvisionnement de la restauration collective en local

Aux côtés de ce projet phare est aussi prévue la réalisation d'enquêtes pour évaluer les potentiels de production et consommation qui permettrait de développer la restauration collective notamment.

- une première enquête sur les pratiques des producteurs locaux est prévue afin de recenser les outils de transformation existants, leur capacité, leur utilisation actuelle.
- une autre enquête sur les potentialités de l'approvisionnement des restaurations scolaires en produits locaux comportant deux volets
  - ➔ 1<sup>er</sup> volet : en direction des producteurs
    - Sur leurs productions, sur les modes de vente (indirecte, directe)
  - ➔ 2<sup>ème</sup> volet : en direction des établissements restaurations collectives (EHPAD, Centre Hospitalier, Foyers d'Hébergements...)

- Diagnostic

Ces différents éléments permettraient d'affiner les diagnostics existants. Certains diagnostics du territoire (offre, demande, potentialités) ont été réalisés par le département du Cher, entre autres un état des lieux global sur la restauration collective. Certaines informations peuvent être utiles pour les pays, comme certaines données sur les regroupements de restaurateurs à l'échelle des territoires des pays.

Les enquêtes en cours réalisées dans le cadre du dossier « *Développement de filières et systèmes alimentaires de proximité* » peuvent s'inscrire dans ces logiques de diagnostic.

- Un projet étalé sur deux ans

Le montage du projet a débuté en 2017 et s'est concrétisé par la création du comité de pilotage. Le projet est officiellement lancé à la suite d'une réponse positive de la région pour le financement en juillet 2018.

Un évènement de lancement est prévu en novembre ou décembre 2018, afin de commencer à se faire rencontrer les différents acteurs. Quant à l'aboutissement du projet qui donnera lieu à la création de l'« Observatoire des circuits courts », la date est prévue pour septembre 2019.

## QUELQUES EXEMPLES DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

### ■ Des projets en cours

Axe 1 : Mettre en réseau les acteurs et coordination générale de l'initiative (CPIE)

Axe 2 : Favoriser la création et la mutualisation, sur le territoire, d'outils individuels et collectifs de préparation /transformation des produits agricoles, à destination des circuits alimentaires de proximité (Chambre d'Agriculture 18)

- Recenser les outils de transformation existants sur le Pays
- Evaluer les besoins des producteurs du Pays pour la transformation de leurs produits agricoles
- Favoriser la mutualisation des outils de transformation existants
- Etudier l'opportunité et la faisabilité de créer sur le territoire de nouveaux outils collectifs de préparation, transformation des produits agricoles

Axe 3 : Introduire des produits locaux en Restauration Collective (CPIE)

- Favoriser les rencontres entre les acteurs de l'approvisionnement en produits locaux de la restauration collective
- Promouvoir les nouvelles pratiques en cuisine
- Accompagner à la professionnalisation des acteurs
- Structurer les systèmes alimentaires

Axe 4 : Sensibiliser le grand public aux enjeux liés aux circuits courts et inciter à consommer local (CPIE)

- Organiser des temps forts « circuit courts » à destination du grand public
- Editer un guide à destination des consommateurs
- Proposer des ateliers thématiques autour des enjeux alimentation durable
- Développer l'opération Défi Famille à Alimentation Positive
- Encourager les structures et les collectivités locales à être exemplaires

### ■ Des initiatives déjà en place

- ➔ Depuis 2015, Agrilocal à l'échelle du Pays (depuis 2016, à l'échelle du département)
- ➔ « Drive Fermier du Berry » : plateforme de commande en ligne de produits locaux à destination des consommateurs du Cher (avec 3 points de relais)
  - une bonne mobilisation des producteurs locaux, mais des résultats pour le moment peu satisfaisants (au niveau de la consommation)
  - la nécessité de redynamiser ce réseau au travers de l'axe 4 du projet (sur la sensibilisation)

### ■ Des réflexions en cours

Des réflexions sur la création d'un Parc Naturel Régional en lien avec le département de l'Indre (La Châtre en Berry) sur une vision de « patrimoine gastronomique »

# PAYS LOIRE VAL D'AUBOIS

## CARTE D'IDENTITÉ

- Un territoire en transition : où l'agriculture est encore très présente et à proximité des villes de Bourges et de Nevers.
- 50 communes
  - 4 communautés de communes
- 27 000 habitants

Le Pays Loire Val d'Aubois possède un territoire avec une agriculture diversifiée. Le pays ne possède pas de stratégie sur les questions de relocalisation de l'alimentation mais soutient néanmoins des initiatives individuelles sur son territoire.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays Loire Val d'Aubois a assez peu de vision globale sur l'ensemble des initiatives de son territoire. Néanmoins il s'est doté d'outils stratégiques :

- ➔ la prévision de l'adoption d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) pour début 2020.
  - selon le calendrier prévisionnel, la première phase (élaboration d'un rapport de présentation) s'est terminée en juin 2018.
  - la deuxième phase est la constitution d'un plan d'aménagement et de développement durable (PADD), prévu sur la période de juillet 2018 à janvier 2019.

Le SCOT visera à intégrer des principes pour un développement durable, notamment par le développement de l'espace rural et du respect de l'environnement.

- ➔ un Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST) adopté pour la période 2016-2020
  - avec un axe sur l'économie agricole et des priorités :
  - Développement de l'agriculture biologique
  - Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité
  - Acquisition de matériels en commun dans le cadre des filières régionales

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

Le pays a un certain nombre d'atouts, notamment au niveau de son paysage agricole. Son agriculture est assez diversifiée : à la fois grandes cultures, polyélevage et polyculture. Le maintien et le développement de l'agriculture est un objectif. Le pays vise à soutenir la diversification des exploitations agricoles notamment vers des circuits courts et l'agriculture biologique.

Le pays soutient les circuits courts de son territoire : les porteurs de projets sont identifiés et sont accompagnés dans leurs démarches.

## EXEMPLES CONCRETS DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

- ➔ démarches de qualité : le label pour la viande « Charolais Val d'Aubois »
- ➔ soutien à « La Fontaine de Germigny » : un bar-épicerie avec des produits locaux à Germigny L'exempt
- ➔ le projet d'une mise en place d'une Maison de producteurs
- ➔ un soutien pour l'investissement d'une exploitation maraîchère fournissant la restauration collective

# QUELLES DYNAMIQUES DANS L'EURE-ET-LOIR ?

## Carte d'identité du département de l'Eure-et-Loir

- 45 000 habitants sur tout le département
- les échelles
  - le Parc Naturel Régional du Perche
  - 2 pays : le Pays Dunois et le Pays de Dreux
  - 1 PETR : PETR Perche d'Eure et Loir
  - des communautés de communes
- des pôles urbains : Chartres, Châteaudun, Dreux et Nogent-le-Rotrou

## Quelles échelles de projets dans l'Eure-et-Loir ?

### Les pays

Pour le moment les projets sont essentiellement au sein du Parc Naturel du Perche et dans le Sud du département, entre le Pays Dunois et la communauté de communes Cœur de Beauce.

### Le département

#### ■ Chambre d'Agriculture 28 et le Conseil départemental 28

Suite au Forum organisé en 2017 dans le Pays Dunois, la Chambre d'Agriculture et le Conseil Départemental ont décidé de se lancer sur des réflexions pour favoriser l'approvisionnement en produits issus de circuits courts dans la restauration collective.

Un certain nombre de projets ont été lancés dans ce sens :

- mise en place de la plateforme AgriLocal 28, pour mettre en liens producteurs locaux et les acheteurs publics
- sélection d'« établissements pilotes » pour la rentrée 2018, pour tester l'approvisionnement en produits locaux. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Loi Alimentation, qui fixe des objectifs de 50% de produits locaux (dont 20% en bio) pour 2022.

#### ■ Projets de la Chambre d'Agriculture 28

- marque Terre d'Eure-et-Loir et organisation de marchés de producteurs (Je croqu'Eurélien) (depuis 2002)
- organisation du Salon Professionnel Du Terroir dans l'Assiette !

#### ■ Autres projets en cours sur le département

- création d'une plateforme logistique « sur le Champs » pour octobre 2018 par un SCIC
  - pour effectuer une centralisation, un conditionnement et ensuite la distribution de produits locaux
  - elle pourrait être un intermédiaire pour la plateforme AgriLocal
- de potentiels projets de légumeries et de fromagerie

## Présentation des initiatives et des territoires choisis

Sur les différents territoires de projets, 2 principaux ont été identifiés comme plus avancés dans les démarches :

- I Le Pays Dunois (et la communauté de communes Cœur de Beauce)
- II Le Parc Naturel Régional du Perche

---

## CARTE D'IDENTITÉ

- un territoire au sud du département, à la limite du Loir-et-Cher et du Loiret
- un pôle urbain central autour de Châteaudun et des pôles d'appuis secondaires
- au total : 93 communes et 76 000 habitants
- Pays Dunois
  - 42 communes
- 2 communautés de communes (Grand Châteaudun et Bonnevalais)
  - 53 000 habitants
- Communauté de communes Cœur de Beauce
  - 51 communes
  - 23 000 habitants

# PAYS DE DUNOIS ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE

Le Pays Dunois et la communauté de communes Cœur de Beauce s'associent dans le cadre de leurs projets sur les circuits courts. Il n'est pas exclu que les démarches puissent aboutir à un Projet Alimentaire territorial mais pour le moment les projets attendent une validation politique pour être véritablement lancés.

---

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Groupe d'Action Locale Beauce-Dunois, regroupe le Syndicat du Pays Dunois et la Communauté de communes Cœur de Beauce.

Le territoire bénéficie du cadre régional pour définir ses actions. Le Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST) adopté pour la période 2016-2020 possède, dans le cadre de l'axe sur l'économie agricole, une fiche projet dédiée aux « Projet Alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé » :

- pour accompagner la création de PAT puis de SAT
- pour maintenir et développer l'emploi local non délocalisable, et développer la valeur ajoutée des exploitations agricoles.

Ainsi, en accord avec l'action régionale, pourront être soutenus des projets d'investissements et d'ingénieries sur les PAT et SAT.

Le territoire soutient depuis plusieurs années les démarches liées aux produits de son territoire

- développement d'une Charte des enseignes et des devantures (soutien aux artisans-commerçants)
- réalisation d'une étude sur l'offre des tournées alimentaires
- publication du «P'tit Guide Alimentaire en Pays Dunois pour un consommateur responsable» en 2016

Pour aller plus loin, il s'est engagé sur les circuits courts :

- une étude a été menée sur la « Valorisation des circuits courts et des produits locaux »
- un forum sur les circuits courts a été organisé

Les actions lancées se concentrent sur les circuits courts : elles permettent de mieux connaître le territoire (offre, demande, potentialités) et encouragent des premiers rapprochements entre les acteurs.

Le GAL se pose aujourd'hui des questions de positionnement par rapport aux projets départementaux.



## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Les ambitions pour le projet

L'engagement dans une démarche de Projet Alimentaire Territorial n'est pas exclu mais n'est pour autant pas enclenché. Si telles sont les volontés politiques :

- la préfiguration d'un projet de PAT est à valider ainsi que la structure en charge d'un tel projet est à définir.
- les stratégies seront à définir également.

### ■ Où en est t-on dans les projets ?

Les projets démarrent fin 2016, c'est au départ une volonté de valoriser les produits locaux et les circuits courts du territoire.

- réalisation d'un diagnostic du territoire en 2016
- organisation d'un forum en février 2017
- d'ici la fin 2018 : une potentielle validation politique pour continuer les démarches

### ■ La réalisation d'un diagnostic pour mieux connaître les enjeux des circuits courts sur le territoire

Étalée sur 6 mois, une étude a été démarrée fin 2016 sur les circuits courts et les produits locaux. Dans le cadre de cette étude, un certain nombre d'acteurs ont été interrogés : producteurs locaux, artisans, commerçants et restaurateurs, restauration collective ainsi que des consommateurs.

■ Les résultats obtenus :

#### → En termes de production :

- recensement des producteurs (59 recensés, dont 17 en bio et 24 en agriculture raisonnée) et de leurs circuits de commercialisation
- des productions diversifiées

#### → Identification d'un potentiel pour développer les circuits courts du côté de producteurs

- mais qui nécessite une forte organisation logistique (en termes de livraison notamment)
- et qui suppose de la coordination (pour diversifier la gamme de produits et mutualiser l'offre)

#### → Sur la demande en produits locaux de la restauration collective

- identification d'une large majorité de cantines qui ne cuisinent pas (78%), par conséquent il est nécessaire d'impliquer les prestataires dans les démarches pour permettre davantage d'approvisionnement en produits locaux
- Il existe déjà un approvisionnement marginal en produits locaux. Pour que celui ci soit significatif, les moyens de réussite ciblés passent par :
  - l'inclusion de critères qui favorisent le local dans les appels d'offres (via Localim.fr)
  - intégrer la plateforme départemental Agrilocal

### ■ Zoom sur le Forum ouvert sur les circuits courts alimentaires

Organisé en février 2017, le Forum ouvert « Imaginons et développons ensemble les circuits courts », avait pour but de réunir les différents acteurs, de rapprocher les producteurs et consommateurs ainsi que de faire connaître les producteurs en agriculture raisonnée et biologique. Le forum avait aussi pour objectif d'identifier les leviers et freins au développement des circuits courts.

Organisé autour d'ateliers « créatifs », le forum devait déboucher sur des pistes concrètes et des groupes de travail. Pourtant depuis le Forum les démarches sont en suspens, alors que les demandes étaient fortes de la part des participants.

5 groupes de travail thématiques ont été définis :

- 1 Fédérer les initiatives existantes
- 2 Outils/ moyens de communication
- 3 Transformation des produits
- 4 Marchés publics/ Appels d'offres
- 5 Logistique/commercialisation



## ■ Quel avenir pour les différents projets ?

A partir de septembre 2018, les avancées des différents projets devraient être fixées. Pour avancer les projets ont besoin d'une validation politique. Les travaux jusqu'ici en arrêt pourront être repris avec définition d'une stratégie. Le GAL envisage également de répondre à l'appel à manifestation de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), qui propose une aide dans la création d'un PAT. L'échéance est en novembre 2018.

Le projet sur la restauration collective au niveau départemental a des conséquences sur les projets du GAL. Il est prévu qu'à l'automne 2018 soient engagées des réflexions pour savoir si le GAL continue de travailler sur ces thématiques et de poursuivre ses précédents travaux ou alors si il se concentre sur d'autres volets de l'alimentation (notamment via une entrée tourisme, ou via le développement de magasins de producteurs).

■ un territoire à cheval entre deux départements, l'Eure-et-Loir et l'Orne et de deux régions différentes, Normandie et Centre-Val de Loire

■ création en 1998

■ une région naturelle avec des paysages de bocage à préserver

■ l'activité agricole représente 78% du territoire

■ 92 communes

■ 79 500 habitants

Le Parc Naturel Régional du Perche s'engage dans la transition agricole et alimentaires : par des actions sur les produits locaux, les circuits courts, la structuration de filières locales ainsi que sur l'approvisionnement de la restauration collective. Le Parc souhaite s'engager dans un Projet Alimentaire Territorial pour réunir les différentes initiatives de son territoire.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

L'intérêt du Parc pour son agriculture débute dans les années 2000, au départ dans des objectifs de développement économique agricole, afin de créer de la valeur ajoutée localement en utilisant les matières premières disponibles sur le territoire. Progressivement, à ces objectifs économiques sont intégrés des objectifs environnementaux. L'agriculture est un moyen pour le Parc d'agir sur ses paysages caractéristiques. Le lien avec le tourisme est également fort et participe à développer l'offre en produits locaux.

En 2016 le constat est fait que 98% de la production du territoire est exportée pour être revalorisée et que le territoire possède peu d'outils pour faire de la transformation. Ces réflexions participent à vouloir relocaliser ce type d'outils.

La thématique agricole est liée à d'autres enjeux sur le territoire : activités économiques, gestion environnementale, écologique et paysagère du Parc. C'est donc de plus en plus une thématique considérée comme centrale. L'importance des territoires agricoles, notamment dans le paysage explique un fort investissement du Parc sur les dossiers agricoles et alimentaires.

La Charte du Parc pour la période 2010-2022 fait de la promotion de l'agriculture une des priorités stratégiques : Objectif opérationnel 11 – Une démarche d'agriculture durable dynamique pour le Perche

- Article 11.1 – Valoriser les atouts de l'agriculture du Perche et conforter son rôle environnemental
- Article 11.2 – Mettre en œuvre le projet territorial agricole durable pour le Perche
- Article 11.3 – Préserver les espèces et races locales, valoriser le cheval percheron et la filière équine

Cet objectif opérationnel a plusieurs volets d'actions, notamment celui de la mise en place d'un « projet territorial agricole » décliné en 4 axes :

- Axe I « le maintien et la valorisation des prairies par l'élevage »
- Axe II « l'installation-reprise par des jeunes agriculteurs »
- Axe III « la transformation, la commercialisation et les nouveaux produits »
- Axe IV « l'agriculture et la société : pour l'enrichissement des relations entre le monde agricole et la société rurale du Perche en évolution. »

Le projet a été pensé en collaboration avec les Chambres d'Agriculture des deux départements du Parc, des agriculteurs et des élus.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Les caractéristiques du territoire

Le territoire du Perche a beaucoup d'atouts, notamment la présence d'une agriculture sur plus des trois quarts du territoire, avec une répartition relativement équilibrée de celle-ci.

Les potentiels sont différents selon les endroits :

- la moitié nord du Parc a un fort potentiel écologique.
- la moitié est du territoire est consacrée à une agriculture essentiellement céréalière.

Sur la question des débouchés du territoire, la densité de population est relativement faible, la demande ne venant pas forcément des résidents à l'année. Pour autant la proximité avec la région parisienne en a fait un territoire où il y a potentiellement beaucoup de demande.

### ■ Les ambitions pour le projet : un PAT comme rassemblement des différentes initiatives

Le PNR aimerait pouvoir se lancer dans un Projet Alimentaire Territorial afin d'apporter de la coordination entre les différentes initiatives présentes sur son territoire.

2 objectifs doivent être combinés :

- recherche de la qualité des produits
- efficacité environnementale des productions.

Des actions sont faites :

- en termes de structuration des filières locales de production
  - « Baguette du Perche » (3 agriculteurs, 1 meunier, 25 boulangers)
  - filière cidricole pour l'AOP « Cidre du Perche »
- sur le maraîchage en bio
  - une douzaine de maraîchers sont présents sur le territoire
  - des démarches sont faites pour coordonner les productions entre eux
  - des formations sont faites avec BioNormandie
- sur l'adéquation entre l'offre et la demande
  - par une action sur l'installation (*présentation du projet de l'ETAP*)
  - par des actions sur l'approvisionnement en produits locaux (*présentation du projet Mil Perche*)

### ■ Focus sur l'installation et l'espace test-agricole du Perche (ETAP)

Un travail du PNR est fait sur l'installation, car en travaillant sur la restauration collective, les besoins en légumes se sont fait sentir. L'« ETAP », l'espace-test agricole du Perche, a été développé pour répondre à ces besoins du territoire en production de légumes. Créé en 2014 grâce à la collaboration du PNR avec Rhizome, il a notamment permis à 8 entrepreneurs de s'essayer à une activité agricole dans 5 différents lieux tests en 2017.

L'installation permet ainsi d'adapter l'offre aux besoins alimentaires du territoire, quand des manques d'offre ont été identifiés. Ce projet a bénéficié d'un soutien du Programme National de l'Alimentation.

### ■ Focus sur l'approvisionnement en local pour la restauration collective et sur Mil Perche

- en 2010 : le Parc réalise un état des lieux de l'offre et de la demande
  - en 2012 : un groupe pilote est créé (entre élus, acteurs du territoire et responsables de restaurants scolaires)
  - en 2014 : le Parc organise un forum sur l'approvisionnement local, « Le Perche au menu »
- Un catalogue de produits locaux a été une première initiative en faveur de l'approvisionnement local pour la restauration collective dans le Perche, afin de développer la demande en produits locaux. Il a été effectué à l'aide des Conseils départementaux, des Chambres d'Agricultures et des acteurs de l'agriculture biologiques (GAB, Interbio, Biocentre), ainsi que par des producteurs. Le catalogue est mis à jour tous les ans.
- En parallèle, le Parc organise différentes formations à destination des professionnels sur ces thématiques de puis 2013-2014 à destination :
- du personnel des cantines (cuisiniers, cantiniers, chefs de cuisine)
  - des gestionnaires de restauration collective
  - des élus en charge de la restauration collective

➔ Des outils comme MIL Perche s'inscrivent aussi dans ces démarches de favoriser l'approvisionnement en local des restaurations scolaires.

En 2016 est créée l'association MIL Perche (Marché d'intérêt local du Perche). Celle-ci vise à favoriser l'approvisionnement en produits locaux (issus de circuits courts) de la restauration collective et professionnelle du territoire. L'association prend sa source dans le « tour de l'Economie Sociale et Solidaire » en 2015 et bénéficie de subventions du FEADER.

Elle devient une interlocutrice entre les producteurs et les professionnels. L'association a créé une Charte de bonnes pratiques pour ses produits : ce sont des produits sans OGM, à 85% bio. C'est une plateforme logistique, qui a un fonctionnement proche de celui d'un grossiste.

#### ■ La réalisation d'un diagnostic pour mieux cibler les besoins en outils de transformation

Déjà un « Diagnostic sur la biodiversité du territoire », réalisé en 2006, a permis une identification des enjeux principaux pour le Parc. Un diagnostic est actuellement en cours : il permettra de faire un état des lieux des différentes initiatives individuelles ainsi que des besoins en matière de transformation.

Les besoins identifiés pour le moment :

- la nécessité de travailler sur la transformation des légumes et du lait
- la volonté de certains agriculteurs de créer une conserverie (plutôt qu'une légumerie)

## QUELQUES EXEMPLES DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

■ L'importance des démarches de qualification et soutien des produits sous signe de qualité et le soutien dans l'attribution de la marque PNR du Perche

- notamment de la filière farine et baguette du Perche
- sur la filière viande (groupement La Perchoise, Vallégrain)
- jus de pomme marqué Parc, démarche pour une AOC Cidre du

Perche





#### ■ Des actions fortes entre environnement et agriculture :

- la volonté de préservation de la qualité des sols
- la lutte pour la protection de la qualité des eaux, la prévention des pollutions, la réduction des intrants agricoles et les mesures en faveur de la protection du climat et la promotion de bonnes pratiques agricoles
- l'encouragement de l'agriculture biologique
- des actions en faveur des haies
- des actions pour le maintien des prairies (pour l'élevage)

# QUELLES DYNAMIQUES DANS L'INDRE ?

•

## Carte d'identité du département de l'Indre

-  228 000 habitants sur tout le département
-  5 pays
  - Pays Castelroussin
  - Pays Val de Creuse Val de Creuse Val d'Anglin
  - Pays d'Issoudun et Champagne Berrichonne
  - Pays Valencay en Berry
  - Pays de La Châtre en Berry
-  Le Parc Naturel de la Brenne
-  Un pôle urbain autour de Chateauroux

## Quelles échelles de projets dans l'Indre?

La plupart des projets identifiés sont souvent le fruit de collaborations entre territoires. On observe :

- un travail sur la thématique des circuits de proximité entre le Pays Castelroussin et le Parc Naturel Régional de la Brenne
- des dynamiques sur 3 communes autour d'Argenton sur Creuse à l'échelle du Pays Val de Creuse-Val d'Anglin.

Certaines autres dynamiques sont identifiées à l'échelle des Pays :

- Le Pays de Valencay en Berry démarre à peine une phase de construction politique du projet. Des rencontres ont été faites avec le CPIE et le CIVAM du Valencay. Il existe des projets collectifs et en circuits courts qui doivent être soutenus dans le cadre d'un PAT.
- Sur le territoire du Pays de la Châtre en Berry, le développement des circuits courts est fait par des subventions régionales. La présence de l'ADAR CIVAM est importante. L'ADAR CIVAM est soutenu par le dispositif de financement régional A Vos ID dans des actions sur les systèmes alimentaires, mais également par le programme Leader (pour l'aide à la structuration d'une filière viande de qualité).

Le Parc Naturel Régional de la Brenne mène des actions qui visent à valoriser les produits locaux (marque Parc).

A l'échelle du département certains projets existent, comme « Croq'Local », un catalogue des producteurs pour la restauration collective de l'Indre

Sur les différents territoires de projets, 2 ont été identifiés comme plus avancés dans les démarches :

- I Le Pays Castelroussin
- II Le Pays Val de Creuse Val d'Anglin

## Les autres acteurs du département

- les Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (CIVAM)
  - les 3 CIVAM de la Région Centre-Val de Loire sont situés dans le département de l'Indre.
  - Ce sont : le CIVAM du Carroir, l'ADAR CIVAM et le CIVAM du Valencay.
- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry
- Le Comité Départemental d'Éducation pour la Santé de l'Indre (CODES)
  - qui mène des actions de sensibilisation sur la nutrition, l'éducation au goût etc....

- 26 communes
- la communauté d'agglomération de Châteauroux
- 1 communauté de communes
- 88 200 habitants
- une forte présence de l'agriculture sur son territoire (70%), surtout au Nord

Sur le territoire du Pays de nombreuses actions sont faites pour favoriser l'approvisionnement de la restauration collective en produits locaux. Le Pays est de plus en plus associé au Parc Naturel Régional de la Brenne dans ces démarches.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays Castelroussin travaille depuis le tout début des années 2010 sur les thématiques de la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation. Déjà dans son Agenda 21, la préservation de l'agriculture locale était un axe prioritaire. Le soutien aux circuits courts est intégré dans les différents dispositifs et notamment dans le cadre des contrats régionaux.

Les différentes initiatives de développement des circuits courts amènent aujourd'hui le Pays et le Parc Naturel de la Brenne à s'associer dans le montage de projets.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

Les différentes initiatives menées et soutenues par deux dispositifs de financement « ID en Campagne » ainsi que les partenariats conclus ont amené successivement :

- à la création de l'Association des Producteurs Fermiers du Pays Castelroussin (APFPC) en 2011
- au projet de Cagettes et Fourchettes, créé en 2017
- à l'association du PNR de la Brenne, du Pays Castelroussin et de l'association Cagettes et Fourchettes en 2018 pour une stratégie alimentaire

### ■ De l'APFPC au projet de Cagettes et fourchettes : l'action du Pays sur la restauration collective

- Historique des démarches

Les réflexions sur l'approvisionnement des cantines scolaires sur le territoire du Pays Castelroussin commencent en 2010 à l'initiative de l'association des maires ruraux.

Au début de l'année 2011, est créée l'Association des Producteurs Fermiers du Pays Castelroussin. Elle regroupe au départ 15 adhérents et sa création a été faite à l'aide du GD CIVAM (aujourd'hui CIVAM du Carroir).

Les buts de l'association sont :

- d'approvisionner la restauration collective en produits du territoire et ainsi soutenir l'agriculture locale.
- mais aussi promouvoir et soutenir les différentes initiatives allant dans le sens du développement d'une agriculture locale.

La mise en place de l'association fait travailler ensemble différents partenaires :

- le CIVAM
- le Comité Départemental d'Éducation pour la Santé de l'Indre (CODES)
- la Chambre d'Agriculture 36
- et puis plus tard le Groupement des Agriculteurs Biologiques (GDAB36)

Successivement deux dossiers de financement sont déposés auprès de la Région : un premier ID en campagne pour la période de 2012-2014 et un second pour 2014-2016.

- le premier ID en Campagne, 2012-2014 :  
« Entre éducation, développement local, santé et plaisir : Améliorer la qualité de l'alimentation dans les restaurants scolaires du Pays Castelloussin »  
C'est un partenariat pour répondre à l'axe du PNA sur l'amélioration de l'offre alimentaire organisé par l'APFPC et le CIVAM (chargé de l'animation) avec les CODES (chargé de projets)
- le second ID en Campagne, 2014-2016 :  
« Mise en place d'outils logistiques pour professionnaliser l'approvisionnement de la restauration collective sur les territoires du Parc naturel régionale de la Brenne et du Pays Castelloussin Val de l'Indre. »

- Les actions menées sur la période 2012-2014

Les objectifs des projets étaient de développer l'introduction de produits locaux dans la restauration collective. Et plusieurs types d'actions ont été ainsi menées : sensibilisation des publics et des élus, création d'un catalogue de producteurs, formation de personnels de cantines...

→ Elles ont permis d'identifier les fortes demandes des cantines ainsi que des besoins forts en termes de logistiques.

- Les actions menées sur la période 2014-2016

Les constats de la première période de travail amènent le Pays Castelloussin, le PNR de la Brenne, l'APFPC, et la Chambre d'Agriculture à nouveau à collaborer dans le cadre d'un second dossier ID en Campagne.

Le projet comporte 4 axes :

- réalisation d'un recensement : pour évaluer les besoins de la restauration collective au-delà de la restauration scolaire ainsi que des potentiels de production
- réalisation d'une étude de faisabilité : pour trouver des outils de mise en relation entre producteurs et établissements
- des actions d'accompagnement : pour développer les commandes
- expérimentation : des résultats issus de l'étude de faisabilité

- La création de Cagette et Fourchette

Pour répondre à des problématiques communes entre le Pays et le PNR (notamment pour optimiser l'approvisionnement mais aussi d'élargir les établissements à des publics plus uniquement scolaires), le second dossier ID en campagne est déposé pour la : « Mise en place d'outils logistiques pour professionnaliser l'approvisionnement de la restauration collective sur les territoires du Parc naturel régionale de la Brenne et du Pays Castelloussin Val de l'Indre. »

À la suite de l'étude réalisée de septembre 2015 à avril 2016 dans le cadre de ce projet, 5 scénarii sont proposés. Le choix est fait de créer une structure collective correspondant à 3 objectifs :

- Centraliser la gestion commerciale
- Coordonner une offre et une demande de produits cohérentes
- Optimiser les flux logistiques pour la livraison vers les sites de restauration, pour les producteurs qui le souhaitent

L'association Cagette et Fourchettes naît ainsi en 2017. Elle fonctionne par le biais d'une plateforme internet où sont présents au départ une trentaine de producteurs et autour de 15 restaurants collectifs. Un cahier des charges est défini en commun qui fixe notamment à 80km maximum les points de relais. Aujourd'hui l'association cherche à se développer pour pouvoir à terme se stabiliser. Elle compte aujourd'hui 35 producteurs et 25 sites de restauration collective.

## ■ L'avenir des démarches : vers une collaboration accrue entre Pays et PNR ?

Le Pays et le PNR travaillent depuis plusieurs années en collaboration sur l'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts. Les deux territoires sont complémentaires d'un point de vue de productions agricoles. Aujourd'hui les deux acteurs s'associent dans leur volonté de faire émerger un Projet Alimentaire de Territoire intitulé « Relocaliser l'alimentation ». Il s'inscrit dans une volonté d'aller plus loin que le projet de Cagette et Fourchettes déjà en place.

Quelques objectifs du projet sont notamment :

- de construire collectivement un plan d'action en faveur de la relocalisation de l'alimentation
- de constituer une gouvernance Alimentaire en Conseil Local de l'Alimentation en charge du suivi des actions

En effet sur le territoire du Pays et du Parc il est fait état d'une absence de stratégie alimentaire : des initiatives sont faites mais il y a des manques de cohérences.

Notamment dans le cadre du partenariat avec le PNR, le CIVAM du Carroir et le CODES, présents sur le Pays Castelroussin, ont organisé un Forum de territoires en juin 2018. Le Forum visait à faire de l'interconnaissance entre les acteurs du territoire. Il était organisé autour de 4 ateliers thématiques :

- sur l'accessibilité de l'alimentation locale
- en lien avec le développement local
- sur le lien entre environnement, santé et alimentation
- et sur l'attractivité du territoire par l'alimentation

→ Un deuxième forum est prévu à l'automne, cette fois-ci sur le territoire de la Brenne.



# LE PAYS VAL DE CREUSE VAL D'ANGLIN

■ Un territoire rural au Sud du département de l'Indre

■ 31 communes

■ 2 communautés de communes

■ 24 000 habitants

Les trois communes du Pays Val de Creuse-Val d'Anglin : Argenton-sur-Creuse Saint-Marcel et le Pêchereau sont associées dans le cadre d'un Projet Alimentaire Territorial.

Une des premières étapes du projet consiste à s'intéresser à l'approvisionnement en local de la restauration collective sur les trois communes.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le territoire du Pays Val de Creuse-Val d'Anglin se situe au Sud du département, en milieu rural.

C'est un territoire avec beaucoup de potentiel :

- il existe un contexte favorable au développement des circuits courts ainsi que de fortes attentes des collectivités
- le contexte agricole en Boischaut Sud est aussi intéressant : il y a de nombreux petits producteurs, des installations récentes de maraîchers qui peuvent être intéressés par la restauration collective.

Le territoire peut aussi s'appuyer sur diverses initiatives en cours de structuration :

- Filières viande de qualité en Boischaut Sud
- Magasin de producteurs bios et locaux à Neuvy St Sépulchre

La thématique de la relocalisation de l'alimentation et du développement des circuits courts est présente au sein de la candidature Leader 2014-2020 du GAL Pays Val de Creuse-Val d'Anglin, « Développer une nouvelle vie collective rurale par le « faire ensemble ». L'une des fiches-actions y est consacrée : « Circuits courts alimentaires de proximité : on passe la 2<sup>ème</sup> ».

Le territoire de projet est recentré sur 3 communes du Pays Val de Creuse-Val d'Anglin :

- Argenton-sur-Creuse
- Saint Marcel
- Le Pêchereau

Les trois communes visent à développer l'approvisionnement en produits locaux et bio de leurs quatre cantines.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

■ Un contexte favorable au développement de l'approvisionnement en local

Le CPIE Brenne-Berry et l'ADAR CIVAM ont déjà favorisé la réalisation d'actions sur la restauration collective :

- en 2015 : cantine d'Argenton-sur-Creuse (14% de produits locaux et 9% en bio) et organisation de repas sans produit carné dans ses cantines.
- en 2017 : le recrutement d'un cuisinier investi sur l'approvisionnement local sur la commune du Pêchereau.

Ces initiatives ont participé à mettre en avant des besoins de structuration de l'offre alimentaire sur le territoire. L'objectif du projet des 3 communes est de faire en sorte que l'approvisionnement de 4 cantines scolaires soit optimisé :

- à la fois en produits locaux et bios
- et par une organisation collective mutualisée.

L'idée est aussi que le projet soit un exemple sur le territoire du Pays et de faire en sorte que d'autres communes s'en inspirent. Ce projet de restauration collective est un moyen d'amener à ce que les habitants des trois communes se saisissent de la thématique alimentaire.

### ■ Le déroulement du projet

Le projet s'articule autour de 5 axes :

- Un axe pour la coordination générale du projet.
  - Le CPIE Brenne-Berry effectue la coordination générale. Il est en charge des questions de gouvernance alimentaire et de l'organisation de réunions publiques.
- Un axe sur la structuration de l'offre alimentaire agricole territoriale.
  - L'ADAR CIVAM et l'association Cagette et Fourchette (créée sur les territoires du Pays Castelroussin et du Parc Naturel Régional de la Brenne) sont en charge de ce volet.
- Un axe sur la modélisation d'un fonctionnement mutualisé à l'échelle des trois collectivités sur le service de restauration scolaire
  - un projet porté par Détéa
- Un axe sur l'accompagnement pédagogique ainsi que des actions de sensibilisation, information et formation
  - dont le CPIE aura la charge
- Un dernier axe sur la mutualisation-capitalisation à l'échelle régionale

Il est prévu que le projet s'étale de septembre 2018 à février 2020, mais il a néanmoins débuté en juin 2018, par le diagnostic des cantines du territoire. C'est donc un projet sur 21 mois.

### ■ Les ambitions du projet

- La réalisation d'un diagnostic et des propositions de modalités de fonctionnement

Le projet d'approvisionnement va s'appuyer sur un diagnostic complet. La phase de réalisation de diagnostic est portée par l'ADAR CIVAM, en lien avec deux autres structures :

- l'association Cagette et Fourchette
- l'organisme Détéa
- ➔ le premier diagnostic : vise à connaître la demande existante
  - il sera réalisé avec Détéa
- ➔ le second diagnostic : veut objectiver l'offre existante et potentielle
  - il sera réalisé avec Cagette et Fourchette

Les diagnostics réalisés permettront d'envisager les modalités concrètes de l'approvisionnement des cantines. Cela passera par de l'interconnaissance (rencontres entre maraîchers, cuisiniers, élus, gestionnaires...)

Les diagnostics des cantines ont été effectués au mois de juin 2018. Ils questionnent les pratiques des cantines et l'organisation des repas. Les atouts et les faiblesses sont étudiés.

- Le choix du fonctionnement du service de restauration scolaire

Détéa, pour « Design Territorial Alternatives », est un cabinet qui propose des ateliers et des réflexions notamment en termes de gouvernance pour les territoires. A partir des diagnostics réalisés, Détéa mènera un travail d'analyse et proposera des hypothèses de fonctionnement.

Par exemple des choix seront fait sur le fait qu'il y ait des menus uniques pour les 4 cantines ou non. Dans une logique de co-conception, le futur groupe de « gouvernance alimentaire » sera amené à se positionner sur les différentes hypothèses et à les faire évoluer.

- Un projet qui donne une place à la gouvernance alimentaire

Le projet d'approvisionnement des cantines s'inscrit dans une dynamique de Projet Alimentaire Territorial. La thématique de la restauration scolaire est une première étape, qui permet aussi d'intéresser un public large. La création d'un groupe de gouvernance alimentaire sur ces thématiques est prévue dans le projet.

# QUELLES DYNAMIQUES DANS L'INDRE ET LOIRE?

## Carte d'identité du département de l'Indre et Loire

- un territoire avec beaucoup d'initiatives à la fois publiques et privées autour de la relocalisation de l'alimentation
- 604 000 habitants
- Tours Métropole
- 4 pays
  - le Pays Indre et Cher
  - le Pays Loire Touraine
  - le Pays Loire Nature
  - le Pays du Chinonais
- des communautés de communes, dont Loches Sud Touraine
- le Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine, sur deux régions (Centre Val de Loire et Pays de La Loire)

## Quelles échelles de projets dans l'Indre et Loire ?

### Les pays

Les Pays portent certains projets mais semblent liés à leurs communautés de communes dans la mise en place de projets de plus grande ampleur.

### Les communautés de communes

En Indre et Loire, les communautés de communes sont plus impliquées que dans les autres départements de la Région. Notamment la communauté de communes Loches Sud Touraine (qui n'appartient pas à un Pays) et qui a ses propres projets.

### L'agglomération de Tours

Les réflexions sur un Projet Alimentaire Territorial visant à favoriser une autonomie de la métropole sont en cours.

### Le département et la Chambre d'Agriculture

Le département et la Chambre d'Agriculture réfléchissent à la mise en place d'un PAT à l'échelle départementale. Il existe des outils sur certains territoires du département qui pourraient aussi permettre Les départements pourraient peut-être intervenir sur des outils de transformation départementaux (abattoir de Bourgueil, laiterie de Verneil) afin de structurer le soutien de ces outils.

## Présentation des initiatives et des territoires choisis :

3 territoires de projet ont été identifiés comme étant dynamiques sur ces thématiques et dont les exemples révèlent les dynamiques plus générales du département.

- I. Le Pays Loire Nature et ses deux communautés de communes
- II. Le Pays Loire Touraine
- III. Le Pays du Chinonais

Néanmoins les autres territoires peuvent entamer des actions dans ce sens :

- Le Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine, à cheval entre deux régions, souhaite véritablement s'engager vers une transition en termes agricoles et alimentaires. Un grand nombre d'initiatives sont mises en place, notamment sur l'approvisionnement local et les circuits courts.
- La communauté de communes Loches Sud Touraine est un grand territoire du département et possède 1/3 du total des exploitations de toute le département. L'enjeu du maintien du nombre d'exploitations est au cœur de la stratégie. Le développement des circuits courts est identifié comme un enjeu pour développer l'emploi et permettre plus de valeur ajoutée sur les productions. Il y a également de très fortes volontés de favoriser l'installation sur le territoire.

# LE PAYS LOIRE NATURE ET SES COMMUNAUTES DE COMMUNES

- un territoire au Nord Est de la Touraine
- la proximité géographique avec l'agglomération de Tours
- 48 communes
  - 2 Communauté de Communes
  - Touraine Ouest Val de Loire (TOVAL)
  - Gâtine Choissilles Pays de Racan
- 58 000 habitants

Le Pays Loire Nature possède différentes stratégies et dispositifs de financement qui intégraient la thématique agricole à des préoccupations environnementales, de santé... Sa stratégie Leader qui permet un soutien aux circuits courts et de proximité. Il a notamment participé au projet GouTer.

Les deux communautés de communes du Pays ont réorienté les différents projets. Elles ont signé au début de l'année 2018 une convention avec la Chambre d'Agriculture autour de la restauration collective et autour des circuits courts.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays a un rôle historique dans le soutien aux circuits courts. Il semble que les démarches sur les circuits courts aient été reprises en main par les deux communautés de communes.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### Le rôle du Pays

- Les différents dispositifs de soutien du Pays

Un certain nombre de dispositifs ont permis au Pays d'accompagner des dynamiques agricoles et alimentaires vers une plus grande territorialisation, notamment :

- par son SCoT (qui comporte un volet Agricole et Santé)
- des dispositifs environnementaux (Agenda 21, un plan Climat, une charte Environnement, une trame verte et bleue) dans lesquels sont intégrés les « bonnes pratiques agricoles » et les circuits courts
- aujourd'hui, le Contrat local de santé peut être envisagé avec un volet sur l'alimentation (local dans les cantines)

- Zoom sur les stratégies Leader

Les successives stratégies Leader du Pays vont aussi dans ce sens :

- dans la programmation LEADER 2007-2014 (fiche action Circuits Courts)
- dans la programmation LEADER 2014-2020 (fiche action « Filières »)

La stratégie Leader 2014-2020 du Pays Loire Nature s'intitule « Innovation par les services pour une meilleure dynamique et qualité de vie en Pays Loire Nature »

➔ Fiche action 3 : Identifier et soutenir les nouvelles niches économiques dans le domaine de l'économie verte

Les objectifs identifiés sont de :

- « Développer, accompagner une agriculture durable préservant la biodiversité et permettant une meilleure gestion environnementale et économique des exploitations. »

- « Développer des projets valorisant les circuits courts alimentaires, la filière bio et les produits locaux en expérimentant notamment de nouveaux modes de commercialisation des produits et en recherchant de nouveaux débouchés en s'orientant notamment vers l'agglomération tourangelle. »
  - Des premières actions dans le sens des circuits courts
- la création d'un « Guide des producteurs et artisans du Pays Loire Nature » (dès 2008)
- l'organisation de visites pédagogiques à la ferme et d'autres actions de sensibilisation du public
- l'accompagnement de projets (boutiques, transformation)
- la création de « Terroir de Touraine » en collaboration avec d'autres pays du département (de 2013 à 2016)
  - En 2016, le projet GouTer : l'accompagnement sur la gouvernance alimentaire territoriale

En 2016, le Pays Loire Nature a participé au projet GouTer (Gouvernance Territoriale). Il est comme 4 autres territoires un territoire pilote/test autour de la thématique de la gouvernance alimentaire. Dans le cadre de ce projet, un certain nombre d'acteurs sont associés : des acteurs du monde rural, des acteurs associatifs, les communautés de communes, la Chambre d'Agriculture du département etc.

Des premières actions sont lancées, notamment autour d'un diagnostic :

- pour connaître le fonctionnement des établissements scolaires (dans leur gestion des cantines)
- création d'un questionnaire (pour toutes les communes du Pays)
- pour permettre d'identifier les territoires les plus sensibles aux questions d'introduction de produits locaux.

Le projet semblait pouvoir permettre d'aller vers un Projet Alimentaire Territorial, le portage par le pays et le territoire du projet est aujourd'hui en réflexion.

#### Le rôle des deux communautés de communes

Les deux communautés de communes du Pays, Touraine Ouest Val de Loire et Gâtine Choisilles Pays de Racan ont signé une convention en janvier 2018 avec la Chambre d'Agriculture d'Indre et Loire autour de la restauration collective et plus largement sur les circuits courts. Cette convention pourrait permettre un Projet Alimentaire Territorial à une nouvelle échelle.

Les projets sont essentiellement abordés sous l'angle commercial et du point de vue des débouchés pour les producteurs.

Les deux axes principaux sont

- introduire des produits du territoire dans la restauration scolaire
- en parallèle initier un magasin de producteurs (ou autre type de structuration, en vente directe)

De plus la communauté de communes TOVAL a la particularité de posséder le dernier abattoir multi-espèces du département.

- il y a une volonté de permettre à des producteurs bovins et ovins de travailler en circuit courts par ce biais.
- mais aussi de développer la démarche "Viande de Touraine et d'Anjou" (en lien avec le PNR Loire Anjou Touraine) dans le courant de l'année 2019.

Un projet d'organisation de Forum sur les circuits courts est aussi en cours.

# LE PAYS LOIRE TOURAIN

## CARTE D'IDENTITÉ

- 5 moyennes villes et un réseau de petites communes
- une proximité géographique avec 3 agglomérations (Blois, Tours et Vendôme)
- 55 communes
  - 4 communautés de communes
    - Touraine Est Vallée
      - Val d'Amboise
      - Bléré Val de Cher
      - Castelrenaudais

Le Pays Loire Touraine soutient financièrement des projets en circuits courts. Plusieurs de ses communautés de communes pourraient s'engager dans des PAT, notamment au travers du travail sur leur Plan Climat Energie Territorial (PCAET) sur le secteur agricole.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays considère ne pas porter d'actions particulières mais souhaite soutenir ses communautés de communes.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

■ Les actions propres du Pays : des enquêtes sur les potentialités du développement de l'agriculture biologique

- en 2010, en association avec la Chambre d'Agriculture a été réalisée une étude sur les potentiels de développement de l'agriculture biologique et des circuits courts du territoire avec l'appui du GABBTO et de Biocentre. Des enquêtes ont été menées dans toutes les communes du territoire sur un volet installation et un autre sur la restauration collective.
- en 2012-2014, un nouveau projet sur la restauration collective s'est traduit par la mise en place d'un dispositif territorial d'accueil à l'installation en agriculture biologique et paysanne (Dossier A Vos ID en partenariat avec GABBTO, Alter énergies et BIOLINET)

### ■ Les actions des communautés de communes du Pays

Deux des communautés de communes du Pays ont été retenues dans le cadre de la première vague d'appel à manifestation de l'ADEME sur les Plans climat air énergie territoriaux :

- Touraine Est Vallée
- Val d'Amboise

Le but de ce projet est de favoriser la prise en compte de l'alimentation dans les PCAET.

Un autre fait notoire est que la Communauté de communes du Val d'Amboise pourrait mettre en place son propre Projet Alimentaire Territorial.

## EXEMPLES CONCRETS DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

### ■ Dans le cadre du Contrat régional Solidarité Territoriale 2018-2024

- Mise en place d'abri froid sur le site de production de la SCA Le Biotope à Montlouis-sur-Loire – SCA Le Biotope
- Construction d'un commerce en circuit court à Azay sur Cher – Communauté de communes Touraine Est Vallées
- Développement d'une activité de maraîchage biologique en insertion – Commune de Château-Renault (Dispositif A Vos ID)

### ■ Dans le cadre de son programme Leader :

- un soutien financier à la commune de Château-Renault sur un projet d'étude de faisabilité d'une activité de maraîchage biologique (conduite Saluterre et les Jardins de Contrat)
- visant à favoriser à terme un approvisionnement local et de produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration scolaire.
- un projet prévu pour 2018-2019

# LE PAYS LOIRE TOURAIN

## CARTE D'IDENTITÉ

■ un territoire très intégré au  
Parc Naturel Régional Loire  
Anjou Touraine

- 59 communes
  - 2 communautés de communes
- Chinon Vienne et Loire (CVL)
- Touraine Val de Vienne (TVV)

■ 50 400 habitants

Le Pays du Chinonais ne porte pas de Projet Alimentaire Territorial. Un certain nombre d'initiatives favorisant la relocalisation de l'alimentation et le développement de circuits courts de proximité sont néanmoins présentes sur le territoire.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays n'a pas de portage politique suffisant sur ces questions pour pouvoir mettre en place un PAT. Si des demandes venaient à émerger, elles proviendraient peut-être du côté de la communauté de communes Chinon Vienne et Loire.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

■ Des éléments préfigureurs d'un PAT ?

- Un monde associatif présent et demandeur

S'il n'y a pas de portage politique au niveau du pays sur un projet de PAT, on constate néanmoins des demandes de réfléchir à ces thématiques émanant du tissu associatif local.

➔ C'est notamment des remarques issues des groupes de travail autour du Contrat Local de Santé.

- Des besoins de structuration ?

A l'échelle du Pays est fait état de nombreuses initiatives, à la fois des communautés de communes, des réseaux d'agriculteurs ou encore des initiatives privées. Il n'y a pas de structuration de ces initiatives.

- Quelles attentes sur le territoire et quels besoins ?

Les attentes d'un potentiel PAT pourraient être :

- d'établir un lien entre santé et alimentation (pour améliorer la santé des habitants)
- de permettre d'améliorer la rémunération des agriculteurs
- de permettre de valoriser les produits locaux (notamment auprès d'une clientèle touristique)

Il y a aussi des besoins identifiés de :

- développer le maraîchage et l'arboriculture
- valoriser une filière viticole durable

- Le projet d'étude de la communauté de commune Touraine Val de Vienne

La communauté de commune Touraine Val de Vienne a lancé en juin-juillet 2018 une étude en partenariat avec la Chambre d'Agriculture.

C'est une étude d'opportunité sur la création d'une légumerie ou conserverie. Elle a été menée par la Chambre d'Agriculture sur 40 communes et concernait 450 exploitations. Les objectifs étaient de :

- mieux connaître les possibilités de l'offre et évaluer le fonctionnement des producteurs.



- D'évaluer les débouchés notamment les besoins de la restauration collective (EHPAD, hôpitaux, cantines).
  - des « problématiques » ont été identifiées au niveau de la restauration collective (comme notamment des considérations sur le prix, ou certains refus de travailler avec des produits « locaux »)
  - Cette étude devait comporter un deuxième volet pour aller plus loin (visite de territoires voisins, travail pour de la structuration) mais les volontés n'étaient pas là. Il a été choisi de ne pas aller plus loin.

Il est intéressant de noter que c'est entre autres pour des raisons de « prix » et de « manque de volume » que les projets ont pris fin.

Il ressort que le département peut être une échelle d'action qui permettrait d'avoir de plus gros volumes.

## EXEMPLES CONCRETS DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

### ■ Des actions autour de la transformation de produits locaux

- initiatives individuelles
- initiative collective sur la communauté de commune Touraine Val de Vienne (phase d'étude d'opportunité)

### ■ Des actions sur les circuits courts et la vente directe

- un magasin de producteurs à Chaveignes : le K'di fermier (45 apporteurs)
- un projet d'épicerie associative à Huismes

### ■ Des actions pour l'installation

- un projet d'espaces tests agricoles sur la commune d'Huismes (phase de lancement)

### ■ Des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et la limitation des déchets

- ateliers de sensibilisation organisés (CPIE de Touraine)
- opération Familles Zéro Déchet (SMICTOM)

# QUELLES DYNAMIQUES DANS LE LOIR-ET-CHER ?

## Carte d'identité du département de Loir-et-Cher

- 332 000 habitants
- 4 pays
  - le Pays des Châteaux
  - le Pays Vendômois
  - le Pays Vallée du Cher et du Romorantinais
  - le Pays de Grande Sologne
- Un pôle urbain autour de Blois

## Quelles échelles de projets dans Loir-et-Cher ?

### Les pays

- Le Pays Vendômois souhaite effectuer un rapprochement avec le Pays des Châteaux. Leur territoire de petite taille limite les réflexions sur la restauration collective et les PAT.
  - Le Pays Vallée du Cher et du Romorantinais n'est pas engagé dans des démarches de PAT mais aimerait pouvoir lancer des réflexions en année 2018-début 2019, notamment sur la restauration collective.
- ➔ Sur les différents territoires de projets, le Pays des Châteaux est identifié comme un territoire moteur sur les Projets Alimentaires Territoriaux.

## Le département et la chambre d'agriculture

- La Chambre d'Agriculture 41 est de plus en plus présente sur la demande en restauration collective et est lauréat de l'Appel à Projet du PNA régional sur cette thématique : « Structurer un système logistique en synergie avec les initiatives d'approvisionnement local de la restauration hors domicile en Loir-et-Cher »

# LE PAYS DES CHÂTEAUX

## CARTE D'IDENTITÉ

■ un territoire organisé autour du pôle urbain de Blois qui conserve la présence forte d'une agriculture sur son territoire

- 90 communes
  - la communauté d'agglomération de Blois
  - 2 communautés de communes

■ 151 000 habitants

Le Pays des Châteaux est lancé dans une démarche de mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial. Une large place à la gouvernance alimentaire est prévue.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Les réflexions sur les circuits courts et de proximité débutent en 2010. Le président du Syndicat Mixte du Pays des Châteaux est très porteur sur ces thématiques.

Ces thématiques sont intégrées à la programmation 2014-2020 de Leader, dont la stratégie est orientée sur « le lien Ville-Campagne ».

L'un des 5 axes prévoit de « Développer une filière alimentaire courte et/ou locale »

→ Cet axe permet ainsi de financer des projets allant dans ce sens, comme des projets :

- sur la structuration de filières de proximité
- sur la sensibilisation au « manger local »
- sur le renforcement des liens entre agriculteurs et consommateurs

L'échange des trois intercommunalités autour du Programme Leader a permis de démarrer les réflexions sur un Projet Alimentaire Territorial.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Les atouts du territoire

Le territoire possède un certain nombre d'atouts : il possède des productions diversifiées sur son territoire et la présence du pôle urbain de Blois implique la possibilité de débouchés.

L'engagement dans une démarche de PAT s'est fait car beaucoup d'initiatives publiques et privées émergeaient.

### ■ Historique des démarches

Le projet de lancement d'un PAT sur le territoire du Pays des Châteaux s'inspire de différentes démarches antérieures dont a bénéficié le Pays :

- Dans le cadre d'un projet de recherche-action sur 3 ans depuis 2016 en partenariat avec l'International Urban Food Network (IUFN), le Pays a eu un accompagnement sur la gouvernance alimentaire. Le Projet Gouvernance Territoriale des systèmes alimentaires, GouTer, s'est déroulé sur 4 territoires pilotes, dont le Pays des Châteaux.

La démarche visait à accompagner les collectivités locales sur la thématique de l'alimentation sur le territoire au travers de trois objectifs :

- favoriser la sensibilisation des acteurs locaux à la notion de gouvernance alimentaire
- co-construire et expérimenter un nouveau mécanisme de gouvernance territoriale
- dégager à partir de ces travaux des outils de méthodologie

- Le Pays des Châteaux bénéficie aussi de soutiens du Programme National pour l'Alimentation :
  - sur le projet de Biosolidaire (concernant la restauration collective)
  - sur la réflexion sur la gouvernance avec l'IUFN.

## ■ Les ambitions du projet

Le Projet est donc bien celui d'un PAT, donc la réalisation est prévue sur l'année 2018 en plusieurs étapes.

- phase de diagnostic (débutée en avril 2018)
- l'élaboration d'un plan d'action
- les réflexions sur la gouvernance alimentaire
- lancement d'une candidature PAT (*prévue en novembre 2018*)

- La réalisation d'un diagnostic et des propositions de modalités de fonctionnement

Un diagnostic complet du territoire a été réalisé sur la période d'avril à août 2018.

- ➔ Le diagnostic partait du travail préfigurateur de l'IUFN, mais a été approfondi.
- ➔ Le diagnostic raisonne à des échelles différentes pour la production et la consommation :
  - la production est prise en compte à l'échelle de tout le département
  - la consommation est prise en compte à l'échelle du bassin de vie du Pays des Châteaux

Le diagnostic va être enrichi aussi du fait de l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME et de la Région Centre Val de Loire auquel le Pays a candidaté. Le Pays prévoit de travailler avec le cabinet de conseil Auxilia sur les possibilités d'affiner les données en termes de consommation et leur impact sur les gaz à effet de serre. Ces études approfondies permettront d'affiner les connaissances de la consommation du territoire.

- Des réflexions approfondies sur la gouvernance

Dans sa démarche de PAT, le Pays des Châteaux accorde beaucoup d'importance à la gouvernance alimentaire. Le Conseil Local de l'alimentation prévu doit être un outil de gouvernance en soutien à la dynamique de PAT et doit également permettre une sensibilisation et un renforcement de la démocratie alimentaire locale.

Le Pays réfléchit à des formes innovantes de gouvernance :

- en partenariat avec l'IUFN
- et l'Ecole Nationale du Paysage de Blois

Les formes sont encore floues même si pour le moment l'idée serait d'un faire un endroit de réflexions des thématiques agricoles et alimentaires assez formalisé et qui puisse être ouvert à tous les acteurs, y compris ceux de la grande distribution. La gouvernance doit être large.

# QUELLES DYNAMIQUES DANS LE LOIRET ?

## Carte d'identité du département du Loiret

- Un pôle urbain autour d'Orléans Métropole
- 670 000 habitants à l'échelle du département
- 6 Pays/PETR
  - le PETR du Pays Forêt d'Orléans-Loire-Sologne
  - le PETR du Pays Loire Beauce
  - le PETR du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais
  - le Pays Gâtinais
  - le Pays du Giennois
  - le Pays Sologne Val Sud (*qui disparaîtra en décembre 2018*)

## Quelles échelles de projets dans le Loiret ?

### Les pays/PETR

Dans le département du Loiret, les actions les plus avancées viennent des Pays et PETR. En particulier le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne et le PETR du Pays Loire Beauce, qui sont identifiés comme les plus avancés sur les thématiques de relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation, sans pour autant aller vers des démarches de PAT.

### Le département et la Chambre d'Agriculture

- Le département s'est lancé dans l'élaboration d'un projet avec la Chambre d'Agriculture du Loiret.
- Les projets départementaux et ceux des Pays et PETR sont souvent perçus comme complémentaires.
- Le PAT du Loiret démarre en 2018 et les actions sont prévues pour être opérationnelles en 2020.
  - le diagnostic se concentre sur l'offre agricole
    - à la fois sur les productions agricoles du Loiret
    - et sur l'identification des besoins des entreprises de l'agroalimentaire
  - un des aspects du projet et notamment de favoriser l'introduction des produits locaux dans la restauration collective

### Les autres territoires

L'agglomération d'Orléans est également intéressée par les réflexions autour des PAT.

### Une dynamique commune à trois territoires : le projet d'inter-SCoT

Un projet commun autour de l'élaboration d'un Schéma de cohérence territoriale (SCoT) a été identifié sur 3 territoires du département du Loiret :

- le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne
- le PETR du Pays Loire Beauce
- et la Communauté de Communes des Portes de Sologne (du Pays Sologne Val Sud)

Un SCoT tend à prendre un territoire sous toutes ses dimensions et pour ce qui nous concerne: les dimensions agricoles, environnementales et paysagères entre autres. Les trois territoires se ressemblent et sont des

« territoires ruraux de l'Orléanais ». L'agriculture y occupe une place prédominante, 57,6 % de surfaces cumulées étant des surfaces agricoles.

- Les réflexions communes commencent en 2014-2015 et sont mises en veille. Les démarches ont été reprises depuis fin 2017 :
- redémarrage d'une première phase de diagnostic (décembre 2017)
  - deuxième phase et élaboration du projet politique (PADD) (juillet 2018)
    - réunions publiques de présentation des diagnostic et PADD (octobre 2018)
  - prévision de l'approbation des SCoT (décembre 2019)

Si les démarches de SCoT diffèrent bien des Projets Alimentaires Territoriaux, elles permettent néanmoins de réaliser des diagnostics des enjeux agricoles d'un territoire.

La démarche inter-SCOT a permis d'identifier des problématiques similaires pour les 3 territoires en question.

Ainsi il y a des volontés communes aux trois territoires de :

1. Maintenir et valoriser les activités économiques agricoles face aux pressions de l'artificialisation des terres et au vieillissement des agriculteurs
  - a. le diagnostic réalisé a permis d'identifier différentes formes de pression sur l'activité agricole
    - i. une pression urbaine (identification des différents points de pression)
    - ii. une évolution progressive des formes d'exploitations vers des sociétés
    - iii. une tendance à la baisse générale de la SAU
  - b. cela passerait par des actions
    - i. de lutte contre l'enfrichement des terres agricoles
    - ii. pour limiter la consommation de foncier agricole
    - iii. visant à favoriser la transmission des exploitations
2. Maintenir les activités agricoles à forte valeur ajoutée (notamment au nord du territoire)
3. Diversifier les exploitations agricoles pour profiter du bassin de la métropole et des marques Val de Loire/Sologne (circuits courts)
4. Développer une agriculture périurbaine et biologique
5. Créer les conditions nécessaires au maintien de l'élevage

## Présentation des initiatives et des territoires choisis :

Cette étude se focalise sur 3 territoires du département du Loiret. Leurs démarches ne sont pas celles de PAT mais elles ont des aspects innovants et pourraient permettre des premières réflexions sur un PAT.

- I. Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Forêt d'Orléans-Loire-Sologne
- II. Le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Loire Beauce
- III. Le Pays du Giennois

# LE PETR FORET D'ORLEANS- LOIRE-SOLOGNE

## CARTE D'IDENTITÉ

- Un territoire entre le rural et le périurbain, lié à l'agglomération orléanaise
- un territoire de projet qui connaît des changements et s'agrandit :
  - un GAL commun entre le Pays Sologne Val Sud et le Pays Forêt d'Orléans Val de Loire pour le moment
    - dès décembre 2018, la disparition du Pays Sologne Val Sud et l'absorption de 19 de ses communes au profit du PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne
- 32 communes pour le Pays Forêt d'Orléans Val de Loire et 29 communes pour le Pays Sologne Val Sud
- 82 000 habitants au total

Le PETR n'a pas pris la décision de se lancer dans un PAT pour le moment. Des réflexions sur un éventuel PAT pourraient commencer en janvier 2019. Quelques actions ponctuelles sont menées.

On peut néanmoins apercevoir des stratégies visant à favoriser le développement d'une agriculture et d'une alimentation territorialisée au travers des programmes Leader et du travail sur le SCoT du PETR.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Syndicat mixte du Pays Forêt d'Orléans-Val de Loire s'est transformé en PETR en 2017 et va connaître des changements de territoire avant la fin de l'année 2018. Le PETR comptera 19 communes de plus issues de la dissolution du Pays Sologne Val Sud en décembre 2018. Dans le cadre de l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du PETR, celui-ci est engagé dans une démarche « Inter-SCoT » avec le PETR du Pays Loire Beauce et la Communauté de Communes des Portes de Sologne (du Pays Sologne Val Sud). En effet des problématiques similaires aux territoires ont été identifiées, notamment sur des thématiques agricoles.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

### ■ Les apports du travail sur l'inter-SCoT

Le travail sur le SCoT a permis de réaliser un diagnostic commun aux trois territoires et ainsi d'identifier des problématiques communes et des enjeux plus spécifiques.

Le PETR a connu une baisse de sa SAU (située principalement au nord de son territoire et sur les bords de Loire) de 8% en 10ans (entre 2000 et 2010). Certains axes ont été identifiés afin d'enrayer la baisse du nombre d'agriculteurs sur le territoire :

- 1) Lutte contre l'enfrichement des terres agricoles.
- 2) Favoriser la transmission des exploitations.
- 3) Développer les grandes cultures, le maraîchage, les cultures de proximité.
- 4) Maintenir l'élevage.

La stratégie de mise en place du SCoT tend à favoriser certaines dynamiques : notamment le développement des circuits courts et de proximité, l'agriculture et l'élevage bio.

Les démarches autour de la mise en place d'un SCoT en sont au début. Des réunions publiques organisées au mois d'octobre 2018 sur le territoire du PETR pour présenter les résultats de diagnostic et le Projet d'Aménagement de Développement Durable (PADD).

- Zoom sur les apports du SCoT pour la Communauté de communes Portes de Sologne

La Communauté de Communes a connu une très forte baisse de sa SAU : de l'ordre de 34,7% entre 2000 et 2010. Les actions envisagées dans le cadre du SCoT visent prioritairement à maîtriser cette déprise agricole, en :

- 1) Conserver et pérennisant les activités agricoles existantes.
- 2) Encourageant l'agriculture bio.
- 3) En développant la filière bois.

#### ■ Une stratégie Leader orientée vers la préservation des ressources naturelles

2 objectifs du programme Leader (programmation 2014-2020) permettent aujourd'hui de financer des projets agricoles.

- Fiche-action 1 : Améliorer et valoriser la qualité des ressources naturelles  
→ fiche dans laquelle peuvent rentrer des actions de préservation et de valorisation des espaces agricoles et des projets de lutte contre la déprise agricole
- Fiche-action 2 : Promouvoir et développer les filières locales  
→ fiche dans laquelle peut rentrer le soutien à la création et au développement de circuits courts

## EXEMPLES CONCRETS DE DÉMARCHES DE RELOCALISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

#### ■ Actions réalisées

- réalisation d'un Guide des produits du terroir en vente directe par le Pays Forêt d'Orléans Val de Loire (qui a besoin d'être réactualisé).
- réalisation d'un Guide des produits du terroir en vente directe par le Pays Sologne Val Sud (issu d'un partenariat avec la Chambre d'agriculture du Loiret et Orléans Métropole)

#### ■ Actions qui pourraient être réalisées

Pour le moment, aucune action a été faite au niveau de la restauration collective.



# LE PETR

## Du Pays Loire Beauce

### CARTE D'IDENTITÉ

■ un territoire proche de l'agglomération orléanaise

■ des pôles plus urbains autour de Meung-sur-Loire et autour de Beaugency

■ 48 communes  
○ 2 communautés de communes  
■ Terres du Val de Loire  
■ Beauce Loirétaine

■ 67 000 habitants

Le PETR n'est pas formellement engagé dans une démarche de mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial.

Deux actions fortes sont en cours d'élaboration : à la fois un projet « Restau&Co » dont le lancement est prévu afin la fin de l'année 2018 et un projet « Agriculture et changement climatique ». Les projets du PETR ont un fort lien avec le développement durable.

Le PETR participe aussi à une démarche inter-SCoT avec d'autres territoires du Loiret, ce qui permet d'identifier des problématiques agricoles entre autres.

### LE TERRITOIRE DE PROJET

Le Pays Loire Beauce est désormais depuis 2017 un Pôle d'Equilibre Territorial et Rural.

Avec les autres territoires « ruraux de l'Orléanais », le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne et la communauté de communes Portes de Sologne, le PETR Pays Loire

Beauce s'est engagé dans une démarche commune d'inter-SCoT, qui en est à ses débuts. Le début des réflexions remonte à 2014-2015, mais la procédure a été réenclenchée fin 2017. Le SCoT permet d'identifier des problématiques agricoles spécifiques au territoire et peut permettre de donner des premiers éléments pour aller vers un diagnostic partagé propre à une démarche de Projet Alimentaire Territorial.

Le PETR lance également des projets à sa propre échelle.

### ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

#### ■ Les apports du travail sur l'inter-SCoT

Du diagnostic issu du projet d'inter-Scot avec le PETR Forêt d'Orléans-Loire-Sologne et la communauté de communes Portes de Sologne émanent des résultats communs et d'autres plus spécifiques au PETR Pays Loire Beauce.

Le PETR possède la plus grande surface agricole des trois territoires (62%) travaillant ensemble sur leur SCoT. 60% de sa SAU est orientée vers de la grande culture et le territoire possède quasiment plus d'élevage. La baisse de la SAU totale du PETR est de 3,3% entre 2000 et 2010.

Les enjeux révélés par le diagnostic sur ce territoire sont ainsi :

1. La prise en compte de la diminution des petites exploitations familiales au profit de macro structures et l'augmentation des surfaces d'exploitation.
2. Un besoin de limiter l'enclavement des parcelles.
3. La nécessité de développer une agriculture plus diversifiée, de moindre impact notamment sur la nappe de Beauce.

#### ■ Une stratégie Leader favorable

La stratégie Leader du PETR pour 2014-2020 s'intitule : « L'énergie, l'eau et la biodiversité, au cœur d'une dynamique territoriale, moteur de la transition énergétique et écologique ».

Une fiche de la stratégie est spécifiquement orientée vers le soutien de projets agricoles.

Fiche action 4 : « Agriculture durable » avec des objectifs :

- d'ancrer le territoire comme terre d'innovation agricole en élargissant et confortant la Ferme Loire Beauce
- d'asseoir l'agriculture comme acteur à part entière de la transition énergétique et écologique
- avec des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de gestion de l'eau et dans la mise en place de corridors diffus de la biodiversité dans une dynamique de dialogue constructif

## ■ Deux projets structurants en cours d'élaboration

- Le projet « Restau & Co, restauration collective en Pays Loire Beauce »

### • Des premières actions de lutte contre le gaspillage alimentaire

Dans le cadre des réflexions issues des démarches Agenda 21 - PCET Pays en 2016, des premières actions sont lancées par le Pays. Les différents projets sont d'ailleurs suivis à la fois par le COPIL Agenda 21-PCET et le COPIL COTEC ADEME (dans le cadre du programme Leader). Le Pays Loire Beauce a été désigné lauréat de l'appel à projet DRAAF-ADEME « Gaspillage alimentaire 2016 ».

Les différentes actions orientées sur la lutte contre « *gaspillage alimentaire* » étaient :

- La réalisation d'un diagnostic territorial des pratiques responsables en restauration collective.
- L'accompagnement de 5 établissements « témoins » pendant 1 an.
- La sensibilisation des convives et des acteurs locaux.
- La formation gratuite des cuisiniers et personnels de cuisine, et des animateurs périscolaires.
- La création d'une communauté de travail et d'échanges.

### • Avec qui ?

L'implication des CPIE Brenne-Berry et Touraine-Val de Loire pour les actions de sensibilisation et de formation, la société Love Your Waste pour les accompagnements des 5 établissements pilotes.

Le Comité Départemental de la Protection de la Nature et de l'Environnement de Loir-et-Cher (CDPNE) qui a réalisé le diagnostic territorial

### • Vers une plus grande structuration de l'offre en local pour la restauration collective ?

Les différentes actions menées dans les 5 établissements pilotes ont permis de réduire fortement le gaspillage alimentaire (baisse de 60% en moyenne).

Ces actions ont aussi permis d'identifier des besoins de structuration. C'est aujourd'hui vers la mise en place d'actions pour favoriser la structuration d'un réseau des acteurs de la restauration collective, et notamment les producteurs, et l'approvisionnement de la restauration collective par des circuits courts que le PETR souhaite aller. Le projet « Restau&Co » constitue pour le PETR un « passage à l'action ».

➔ Il vise à permettre un accompagnement vers des pratiques plus responsables dans la restauration collective.

Les réflexions sur les circuits courts en sont au tout début, des premières orientations devraient être trouvées afin la fin de l'année 2018.

- Le projet « Agriculture et changement climatique »

En parallèle des actions sur la restauration collective et la structuration de l'offre en locale, le Pays a lancé depuis juin 2018 un projet de « recherche action participative » selon une approche pluridisciplinaire, entre sociologie et agronomie.

### • Quelques objectifs de ce projet

- faire participer le monde agricole autour de la thématique du changement climatique
- faire évoluer les pratiques
- permettre de mettre en place des actions sur le territoire qui soient co-construites

### • Les différentes étapes prévues

une phase d'enquête (juin à décembre 2018)

➔ pour caractériser le contexte agricole (avec rencontres acteurs du terrain) et permettre une analyse agronomique et socio-économique du territoire

une phase « opérationnelle » de co-construction (janvier à juin 2019)

➔ avec l'organisation de groupes techniques, groupes de travail pour amener à des pistes concrètes d'actions.

# LE PAYS DU GIENNOIS

## CARTE D'IDENTITÉ

■ un territoire au Sud-Est du département du Loiret

- 31 communes
  - 2 communautés de communes
    - communauté de communes Giennoises
    - communauté de communes Berry Loire Puisaye

■ 46 000 habitants

Le Pays du Giennois n'a pas mis en place un Projet Alimentaire Territorial sur son territoire. Il souhaite néanmoins aller vers ce type de démarche, notamment pour permettre de rassembler les différentes initiatives mises en place et en cours. Il n'y a pas d'échéances particulières et on observe une volonté d'aller en profondeur et de prendre du temps pour toutes les actions menées.

## LE TERRITOIRE DE PROJET

Le pays a des actions relativement anciennes sur la thématique agricole, cela se traduit notamment par du soutien à l'élevage et à la diversification. Aujourd'hui le Pays soutient aussi financièrement des initiatives privées.

Le pays possède une agriculture diversifiée, il compte plus de 300 exploitations (dont 14% en élevage. La SAU consacrée aux cultures céréalières était de l'ordre de 53% de la SAU totale du territoire en 2015. Le Pays possède aussi certaines productions végétales (arboriculture fruitière, vigne, maraîchage et horticulture). Pour ce qui est des productions animales, l'élevage bovin domine, mais on constate la présence d'élevage caprin sur certaines communes du Sud du Pays.

## ÉTAT DES LIEUX DES DYNAMIQUES

■ Depuis 2015, un travail sur la restauration collective pour permettre l'introduction de produits locaux

Il existe un partenariat entre le Pays Giennois et la Chambre d'Agriculture du Loiret depuis 2015 autour de la restauration collective.

Les différentes étapes du projet :

- 1) Le partenariat avec la Chambre d'agriculture s'est concrétisé par la réalisation d'enquêtes, pour caractériser l'offre et la demande :
  - des enquêtes menées par la Chambre d'Agriculture auprès des agriculteurs du territoire (diagnostic de l'offre) (janvier 2016)
  - des enquêtes réalisées auprès des cantines (juin 2016)

Ces travaux ont été restitués lors d'une réunion en juin 2016.

- 2) Ces premiers travaux ont mené à la création d'un catalogue de producteurs (en juin 2017)
  - un catalogue créé pour les cantines scolaires
  - au départ avec 30 producteurs
  - 11 cantines scolaires intégrées à la démarche

Le catalogue a été récemment complété de 4 nouveaux producteurs souhaitant travailler avec la restauration collective. (septembre 2018)

Il est prévu que ce catalogue soit réactualisé chaque année.

- 3) En octobre 2017, est organisé un Forum sur les circuits courts.
  - c'est un partenariat entre le Département et la Chambre d'Agriculture du Loiret, l'Agglomération Montargoise et le Pays Gâtinais.
  - il est organisé autour de la restauration collective pour permettre aux producteurs, responsables de cantines et élus de se rencontrer.

4) Aujourd'hui les démarches pour aller plus loin sont en cours :

- notamment un travail sur la coordination des menus (groupement de commandes entre cantines envisagé)
- la réalisation d'une charte d'engagement entre SOLBERVAL (semi grossiste) et les restaurants scolaires est aussi en cours.

On peut également noter la présence de petites légumeries propres dans plus d'une dizaine de cantines, ce qui favorise l'utilisation de produits bruts.

On note également la volonté d'élargissement de ces démarches aux établissements pas uniquement scolaires (EHPAD, restaurants d'entreprises).

5) Les réflexions issues du premier Forum ont mis en avant une volonté d'acteurs de travailler sur la thématique de la filière viande sur le territoire.

### ■ Un souhait d'élargir le public

Le Pays Giennois commence à mener des actions de sensibilisation et souhaiterait aller plus loin dans ce type de démarche.

Exemples de démarches :

- lancement du défi Familles à Alimentation Positive sur le Pays (*septembre 2018*)
- volontés de rapprocher la population locale et les agriculteurs du territoire

# ANNEXES

## Grille d'entretien

« Carte d'identité »	
Présentation	
Nom du PAT	
Porteur(s) de projet	
Structure en charge	
Contact <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adresse postale</li> <li>- Département</li> </ul>	
Etat du projet <ul style="list-style-type: none"> <li>- Date de lancement</li> <li>- Date de fin prévue</li> </ul>	
Territoire du PAT	
Description du territoire	
Echelle géographique du projet	
Nombre de communes concernées	
Effectif de population sur le territoire	

Historicité	
Chronologie	
Dates de début et dates de fin	
Différentes étapes ( <i>prévisionnelles</i> )	
Etat d'avancement	
5 phases « classiques » : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1. <i>Préfiguration</i></li> <li>- 2. <i>Diagnostic</i></li> <li>- 3. <i>Stratégie</i></li> <li>- 4. <i>Mise en œuvre</i></li> <li>- 5. <i>Evaluation</i></li> </ul>	
A quelle phase est-on dans le projet ?	
Etapas	
Démarche en amont	
Diagnostic	
Stratégie(s) élaborées	

Quel type de PAT ? Quels types d'actions ?	
Actions	
Quelles actions mises en place ?	
Présentation des actions « phares », centrales	
Y'a-t-il / faut-il une entrée spécifique ?	
Quelles actions sont prévues ?	
Acteurs	
Par qui sont faites les différentes actions ?	
Quel rôle des départements ? Quel rôle des pays ? Quel rôle de la région ?	
Contexte des actions	
Quand ?	
Dans quel contexte ?	
Transversalité et caractère systémique	
Les actions correspondent elles aux 6 axes ?	
Quelle répartition des champs thématiques ? Sont-ils tous abordés ?	
Buts et objectifs et attentes du PAT	
A quoi sert le PAT ?	
Quelles sont les attentes ?	
Y'avait-il des besoins particuliers ?	
Quelle est l'ambition du projet ?	
Conception du PAT	
Long terme / court terme - projet sectoriel, limité dans le temps, avec actions ponctuelles ? - projet intégré dans une stratégie sur le plus long terme ?	
Quelle pérennité du PAT ? Quelle durabilité du projet et quels moyens mis en œuvre pour le faire continuer ?	
Quelle est la vocation du projet dans le temps ?	
PAT et coordination	

Quels besoins de coordination ?	
Y'a-t-il des attentes d'InPACT Centre ? Quel rôle d'InPACT ?	
Quelle place de la région Centre-Val de Loire dans les projets ? Que penser d'une initiative de mise en réseau régionale des PAT ?	
Y'a-t-il connaissances de réseaux liés aux PAT (RnPAT) ?	

Organisation	
Comité de pilotage	
Quelle est la composition du comité de pilotage ?	
Quel rôle ?	
Gouvernance	
Quelle est la place accordée à la co-construction et à la gouvernance ?	
Quelle est la réflexion sur la gouvernance ? Et quel fonctionnement ?	
Quels sont les acteurs de la gouvernance ?	
Financements	
Sources de financements	
Les financements sont-ils : - pour la démarche globale ? - pour le programme d'action ?	
Financements envisagés sur le long terme ?	
Mobilisation et implication des agriculteurs/paysans	
Les producteurs sont-ils présents ?	
Les producteurs ont-ils intérêt à / veulent ils participer dans les PAT ?	
Quelles sont les réflexions par rapport à l'intégration des producteurs ?	

## Liste des collectivités interrogées et contacts

Département	Structure	Contact
CHER		
18	Pays de Bourges	Marion de LATUDE
18	Pays Berry St Amandois	Magali PERMENTIER
18	CPIE Brenne Berry	Marjorie TORTEL
18	Pays de Vierzon	Benjamin BEAUCOURT
18	Pays Loire Val d'Aubois	Vincent COURTILAT
18	Pays Sancerre Sologne	Carole VENIN
EURE ET LOIR		
28	PNR Perche	Camille HENRY
28	PETR Perche d'Eure et Loir	Jérôme CLEMENT
28	Pays Dunois	Aurore GUGUEN
INDRE		
36	Pays Castelroussin Val de l'Indre	Viviana BENARD
36	Pays Castelroussin Val de l'Indre	Aurore MONTFORT
36	CIVAM du Carroir	Vanessa HAUDEBERT
36	Pays Issoudun et Champagne Berrichonne	Sylvain DEPEE
36	Pays de la Châtre en Berry	Yann LE ROUX
36	Pays Val de Creuse - Val d'Anglin	Oscar DOS SANTOS
36	ADAR CIVAM	Anne-Claude MOISAN-LEVEBVRE
36	CPIE Brenne-Berry	Jérémy BOUILLAUD
36	Pays de Valencay en Berry	Amandine ROUSSEAU
INDRE ET LOIRE		
37	Pays du Chinonais	Stéphanie FOUAN
37	Communauté de communes Touraine Val de Vienne	Frédéric GARGOTTIN
37	Pays Loire Nature	Aurore BAILLY
37	Communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire	Rémi COULAIS
37	Communauté de communes Gâtine Choissilles Pays de Racan	Christelle Jacquin
37	Communauté de communes Loches Sud Touraine	Julien BONSENS
37	Pays Loire Touraine	Amandine DEROUET et Sophie LAINE
37	PNR Loire Anjou Touraine	Wilfrid COMBADIERE
LOIRE ET CHER		
41	Pays des Châteaux	Xavier LAURIERE et Camille CHAUVET
41	Pays Vallée du Cher et du Romorantinais	Julien BEAUDON
LOIRET		
45	Pays Forêt d'Orléans-Loire-Sologne	Odile AUCLAIR
45	Pays du Giennois	Anne Sophie PARIS et Noémie LEONARD
45	Pays Loire Beauce	Aurélien LEHOUCQ
45	PETR Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais	David VOYER